

La vraie question sur l'avenir de la France

Posté le : 26 novembre 2021 09:52 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Histoire économique récente

Le meilleur thermomètre pour mesurer les évolutions économiques de long terme est la production intérieure par tête (PIB). La comparaison est un peu délicate car il y a eu un changement de monnaie et une érosion continue de la valeur de chacune des deux monnaies successives. Les spécialistes arrivent facilement à surmonter ce genre de difficulté et les résultats sont sans appel : **le PIB par tête est quasiment le même fin 2020 que celui de 1980**. Quarante années de stagnation !

Il ne faudrait pas croire qu'il s'agisse d'un constat récent ou établi par des commentateurs approximatifs, marginaux ou contestataires. Par exemple DG Trésor, qui dépend du ministère des Finances publie le 13 juin 2014 une note qui fait le point sur l'évolution des quarante dernières années et qui précise froidement : « la position de la France située en 1975 au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, est maintenant en-deçà de la plupart des grands pays développés ». Au plus haut sommet de l'Etat on sait parfaitement que la France est en déclassement de longue durée sans que cet état de fait ne provoque la moindre émotion. Personne n'en tire la conclusion qu'une urgence politique s'impose pour mettre fin à cet effondrement relatif. Sans surprise, la situation depuis n'a fait que se dégrader. La France s'enfoncé.

L'hebdomadaire Marianne a effectué les calculs pour certaines catégories d'enseignants et est parvenu à des résultats pires encore : leur revenu a baissé ! Stagnation générale, recul par rapport aux autres nations et paupérisations absolues catégorielles forment l'histoire économique récente. Toutes les catégories professionnelles, et pas seulement les infirmières et les enseignants, constatent que la rémunération en France est moindre qu'en Allemagne, qu'en Suisse, qu'aux États-Unis, qu'en Grande Bretagne... Les Français ont voulu connaître une expérience socialiste à rebours du monde entier. Le coût de cette lubie a été démesuré. Pendant ces quarante années les économies ont continué à croître dans les pays correctement gérés. Nous sommes désormais au 29^e rang mondial pour le PIB par habitant à 43 551 dollars, selon le classement du FMI. La Suisse est passée de 20 000 dollars en 1980 à 86 000 dollars aujourd'hui, soit plus de 400 % de hausse, et un résultat final exactement le double de la France ! Ne parlons pas du Luxembourg qui a atteint 109 192 dollars. Nous sommes dépassés par presque tout le monde en Europe : l'Allemagne, la Grande Bretagne, la Suède, la Finlande, les Pays bas, l'Irlande, la Belgique... **L'expérience socialiste prolongée nous a conduits à un terrible déclassement qu'il est impossible désormais d'occulter, de nier, de minimiser et dont il est impossible de s'exonérer.**

L'année 1980, base de notre comparaison, était particulièrement difficile. Toute la décennie précédente avait été marquée par les conséquences du désordre monétaire international provoqué par la politique américaine et notamment sa conséquence sur les coûts pétroliers. Un second choc pétrolier avait été subi deux ans avant. La situation s'était tellement dégradée que Raymond Barre avait été appelé pour faire face à un déficit du budget de 15 milliards de francs, un déficit du commerce extérieur de 10 milliards et un besoin d'endettement de 15 milliards. En se comparant à l'année 1980, on prend un point bas de l'histoire économique récente. Qu'on soit resté aussi bas est consternant.

Comme Pierre Antoine Delhommais en fait la remarque malicieuse dans le Point du 18 novembre 2021, le déficit du budget actuel de la France est de 197 milliards d'euros, celui de la balance commerciale de 90, et le besoin de financement par la dette de plus de 200 milliards. Ceux qui

veulent vraiment se rendre compte de la dérive, peuvent convertir en francs les déficits actuels (il suffit de multiplier par 6,55957) et les comparer à la situation que voulait corriger Raymond Barre. Attention au vertige !

On considérerait la situation critique alors que le déficit était à 1.8 % du PIB, contre 8.4 % aujourd'hui, la dette à 16 % du PIB contre 110 %, le chômage à 3.8 % contre 8 %. Et M. Macron aurait le droit de se présenter en triomphateur qui a remis la France sur pied ? Alors qu'on est au fond du trou ?

Oui les quarante années qui ont suivi la mise en place du programme commun de gouvernement qui a assuré le destin électoral de François Mitterrand, constamment aggravé ultérieurement par les gouvernements Mauroy, Rocard, Jospin, Ayrault, Valls, Philippe et Castex, ont été un véritable désastre. Les gouvernements de droite, arrivés au pouvoir en général dans la foulée d'une récession mondiale, comme Balladur, Juppé et Raffarin, n'ont eu ni la latitude ni souvent le courage de lancer une politique difficile de grand redressement, alors que le corps social était ballotté par les crises successives et rétif. Le gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac de 1986 à 1988 est le seul à avoir tenté d'enrayer la chute. Mitterrand sera réélu. L'opportunisme électoral voudra, au sein des dirigeants de tous bords, qu'on ne se batte plus contre une opinion publique dirigée par une idéologie néfaste mais dominante et que l'on cherche à l'étranger, par la construction européenne renforcée, le moyen d'éviter les conséquences les plus délétères pour les grandes entreprises. On ajoutera la perte de souveraineté et de la fierté nationale au déclin économique et social.

Le déclassé économique est indiscutablement une composante majeure du malheur français tel que l'a examiné brillamment Marcel Gauchet d'une façon plus globale et auquel il a consacré deux ouvrages qui font l'unanimité aujourd'hui parmi les élites et s'impose comme la caractéristique nationale principale.

Triste réalité : ce malheur français a été voulu avec un certain acharnement par les Français eux-mêmes.

Les Français montrent désormais par des signes nombreux qu'ils ont compris le déclassé économique que la France a subi depuis la victoire de l'Union de la gauche en 1981. Les ouvriers ont déserté aussi bien le parti communiste que le parti socialiste. Ce dernier le lui a bien rendu en ne s'intéressant plus qu'aux fonctionnaires, aux populations immigrées et aux folies de nouvelles radicalités totalitaires, violentes, masochistes et autodestructrices. Les jacqueries des Bonnets rouges puis des Gilets jaunes ont montré qu'il ne fallait pas aller trop loin dans les contraintes à imposer à des populations paupérisées.

La France, aujourd'hui, veut que la descente aux enfers s'arrête et se cabre devant une idéologie dominante dans les médias qui reste figée dans les dogmes du socialisme de 1980. Mais, au-delà de la crispation déclarée « populiste » par les élites médiatiques, comment faire alors qu'un alarmisme écologique extrême pousse à des amputations drastiques des moyens de la croissance ? Comment éviter un malheur économique sans fin ?

Telle est la vraie question posée aux électeurs pour cette nouvelle élection présidentielle.